



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 24 JUIN 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt quatre juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, THOMIN Mélanie, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
SERGENT André (pouvoir à LE GALL Jean-Noël)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

Conseil de Communauté du 24 juin 2021
Délibération n°DCC2021_079

Objet	Contrat de Relance et de transition Ecologique (CRTE) 2021-2026
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Service Affaires Générales
Thème	Affaires générales

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Dans sa circulaire du 20 novembre 2020, le Premier Ministre présente ainsi les CRTE « La transition écologique, le développement économique et la cohésion territoriale constituent des ambitions communes à tous les territoires : elles doivent être traduites de manière transversale et opérationnelle dans la contractualisation qui est aujourd'hui le mode de relation privilégié entre l'État et les collectivités territoriales, sous la forme de contrats territoriaux de relance et de transition écologique (CRTE). Le Gouvernement poursuit, au travers de ces nouveaux contrats, l'ambition de simplifier et d'unifier les dispositifs de contractualisation existants avec les collectivités ».

Les objectifs des CRTE peuvent être résumés ainsi :

- ☞ Territorialiser le Plan de Relance et le Contrat de Plan Etat Région en impliquant toutes les collectivités,
- ☞ Double ambition de transition écologique et de cohésion territoriale,
- ☞ Simplifier le paysage contractuel en rapprochant les dispositifs contractuels de l'Etat et des différents partenaires,
- ☞ Etre l'outil de contractualisation pour la période 2021-2026

Dans un premier temps, les intercommunalités ont eu à statuer sur le périmètre de leur CRTE. A l'échelle du Pays de Brest, les intercommunalités ont décidé que l'élaboration du CRTE se ferait à l'échelle du territoire du Pays de Brest avec le souci que le CRTE soit bien cohérent et complémentaire avec le contrat métropolitain porté par Brest métropole. Ce périmètre a été validé par le Préfet du Finistère en janvier 2021, ce qui a permis au Pôle métropolitain du Pays de Brest de travailler dès début février avec les 7 intercommunalités.

Les attendus de l'Etat sont les suivants :

- élaboration concertée d'un diagnostic de territoire avec un zoom sur le bilan écologique,
- l'expression de l'ambition du territoire,
- la définition d'orientations pour le CRTE et un plan d'actions.

Pour ce faire, une synthèse des documents existants récents a été faite qu'il s'agisse du SCoT, des PCAET, des PLUi, des projets de territoire des EPCI... Des réunions ont été organisées entre les intercommunalités, le Pôle métropolitain et les services de l'Etat et en premier lieu la sous-préfecture de Brest car la circulaire du Premier Ministre indique bien que les orientations thématiques du CRTE sont conjointement définies entre l'Etat et les acteurs locaux au regard des enjeux découlant du projet de territoire.

En parallèle, dès février 2021, les communes et intercommunalités ont été sollicitées pour faire connaître leurs projets d'investissements via une fiche projet type.

Un comité de pilotage élargi aux partenaires, dont le conseil de développement, a associé les acteurs qui concourent au développement du territoire. Ce travail a permis d'exprimer l'ambition du territoire en termes de relance et de transition écologique, résumé ainsi « UN TERRITOIRE A LA POINTE ET SOBRE ! »

Les trois axes stratégiques sont les suivants :

1 - ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT D'UNE ECONOMIE DECARBONEE ET LE BESOIN D'EMPLOIS QUALIFIES ASSOCIES

- ☞ Développer le potentiel de l'économie maritime (pêche, algues, EMR, innovation...)
- ☞ S'inscrire dans les transitions (économie numérique, économie circulaire, filière forêt/bois, production d'EnR)
- ☞ Poursuivre l'adaptation de l'économie aux attentes des consommateurs (agriculture, agro-alimentaire, tourisme durable...)
- ☞ Conforter l'économie présentielle (services d'aides à la personne, commerce, artisanat...)
- ☞ Soutenir la création et la reprise d'entreprises

2 - RENFORCER L'ATTRACTIVITE DES CENTRALITES DANS UN OBJECTIF DE SOBRIETE

- ☞ Proposer des services et des équipements à la population adaptés et diversifiés (santé, culture, enfance/jeunesse, sport...)
- ☞ Aménager dans l'enveloppe urbaine des espaces urbains et économiques sobres en foncier
- ☞ Développer des mobilités durables et des services associés
- ☞ Favoriser l'accès à un habitat de qualité pour tous et sobre en énergie.

3 - PREPARER LES CAPACITES D'ACCUEIL ACTUELLES ET FUTURES DES POPULATIONS ET ENTREPRISES

- ☞ Agir pour une eau douce de qualité et en quantité et une eau de mer de qualité
- ☞ Poursuivre les actions de réduction et de valorisation des déchets des habitants, des entreprises et des collectivités
- ☞ Préserver la biodiversité et la diversité des paysages
- ☞ Préserver un environnement sain (bruit, qualité de l'air...)
- ☞ Préserver le patrimoine du territoire, matériel et immatériel

Les orientations du CRTE sont au nombre de neuf. Elles correspondent aux types de projets prioritaires que les intercommunalités souhaitent voir financés par l'Etat :

- ☞ Orientation 1 : Soutenir et favoriser une économie créatrice d'emplois et économe en foncier
- ☞ Orientation 2 : Renforcer l'attractivité des centralités par des aménagements contribuant à la sobriété foncière
- ☞ Orientation 3 : Œuvrer pour des équipements de services à la population rénovés, adaptés aux nouveaux besoins et bas carbone
- ☞ Orientation 4 : Favoriser et contribuer au développement des mobilités durables
- ☞ Orientation 5 : Agir pour une eau de qualité et en quantité
- ☞ Orientation 6 : Tendre vers une meilleure autonomie énergétique du territoire
- ☞ Orientation 7 : Préserver la biodiversité et le patrimoine, et anticiper les submersions marines
- ☞ Orientation 8 : Soutenir et développer l'économie circulaire
- ☞ Orientation 9 : Accompagner les initiatives d'accès à l'emploi et à la formation

Des annexes permettent d'indiquer les projets identifiés pour chacune des orientations en se focalisant sur les années 2021 et 2022, qui correspondent à la relance.

Un comité de pilotage de suivi se réunira régulièrement avec l'objectif à minima une fois par an de réviser le contrat, qu'il s'agisse d'une adaptation des orientations ou de l'actualisation des projets à financer.



DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
 Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
 Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 1^{er} juin 2021,
 Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 9 juin 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve le projet de Contrat de Relance de Transition Écologique – CRTE du Pays de Brest, joint à la délibération,

Article 2 : autorise le président ou son représentant à :

-  signer le CRTE conjointement avec le Pôle métropolitain du Pays de Brest et les EPCI du territoire, l'État et les opérateurs de l'État,
-  entreprendre toute démarche nécessaire à la mise en œuvre de cette décision.